Rarement une année n’a été aussi agitée sur les marchés financiers, nous pourrons même dire qu’elle a pu se montrer « historique » dans la pire performance qu’ont pu délivrer les obligations au cours des 12 derniers mois. L’inflation a fait son grand retour, les marchés actions ont tangué et les matières premières ont connu une grande volatilité.

Comme nous l’écrivions en juin 2022, *« Les taux sont l’élément moteur des marchés financiers. Beaucoup de personnes ne regardent que les marchés actions, mais ils sont conduits par le marché des taux. En effet les taux influencent le couple rendement/risque et les primes de risques demandés par les opérateurs de marchés. »*

Ce sont les mouvements de taux produits par les politiques des hausses centrales qui ont entrainé les différents mouvements que ce soit sur les marchés actions que les marchés obligataires ;

Pour mieux comprendre l’influence des mouvements sur les classes d’actifs nous vous invitons à vous reporter sur notre article de blog : « Économie, marchés, taux… retour sur 2022 et anticipations 2023 ».

Dans ce contexte la performance des marchés a été la suivante :



On constate que les marchés américains ont souffert et notamment le secteur de la Tech. Le Nasdaq termine l’année sur une perte de plus de 30%.

Le marché obligataire n’est pas en reste :



Pour se rendre compte des conséquences des mouvements de taux, sur une obligation à 10 ans, une augmentation de 1% de taux entraine une baisse du prix des obligations entre 7% et 8%.

Contrairement aux trois dernières années, 2023 commence sans signe noir (mise en quarantaine de villes, Re confinement, déplacement de troupes à la frontière ukrainienne). Au moment où nous écrivons ces lignes (24/01), la Chine autorise ses ressortissants à voyager et met fin à sa politique zéro Covid. Les risques de récession sont anticipés par le marché. Les points qui planent toujours sont l’évolution du conflit Russo-Ukrainien et les tensions entre la Chine et Taïwan.

La hausse des taux va rendre difficile l’accès au crédit pour certaines entreprises et les valorisations de certaines vont revenir à des multiples cohérents. Les banques centrales dans leur politique non conventionnelle seront moins interventionnistes auprès des entreprises (sauf risque systémique), mais seront au côté des États.

Dans le cadre de la politique conventionnelle, nous pensons que les banques centrales vont poursuivre leur lutte contre l’inflation et que dans la seconde partie de l’année, elles maintiendront leur taux à des niveaux élevés.

Sans signe noir, cette année sera probablement une année de transition et de normalisation.